

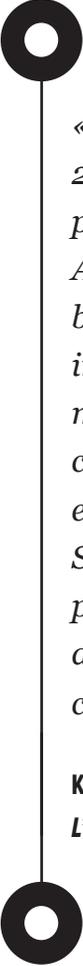
**EVA SMETS**

**REPENSONS  
L'ÉCONOMIE !**

Recettes belges pour  
appliquer la théorie  
du donut

***Racine***





*« La théorie du donut, le livre que j'ai écrit en 2017, proposait sept principes fondamentaux pour façonner l'économie du XXI<sup>e</sup> siècle. Au cours des sept dernières années, dans le but de mettre ces principes en pratique, des innovations incroyables ont vu le jour dans le monde entier, développées notamment par des communautés, des villes, des membres du corps enseignant et des entreprises. Le livre d'Eva Smets s'appuie tant sur la théorie que sur la pratique pour explorer comment gérer certains des dilemmes sociaux et écologiques les plus critiques en Belgique. À lire absolument ! »*

**KATE RAWORTH, AUTEURE DE LA THÉORIE DU DONUT.  
L'ÉCONOMIE DE DEMAIN EN 7 PRINCIPES.**

PREPARED FOR THE



## **TABLE DES MATIÈRES**

Introduction	9
Mon histoire	19
<b>1</b> Le modèle économique du donut : notre boussole pour un avenir équitable et durable	<b>33</b>
<b>2</b> Pour une économie équitable	<b>51</b>
La justice fiscale : le chemin le plus rapide vers un monde plus égalitaire	53
Entrepreneuriat équitable et devoir de vigilance au niveau mondial	73
La coopérative, l'entreprise du futur	88
<b>3</b> Pour une justice climatique	<b>105</b>
Gilets jaunes et Gilets verts, même combat	107
L'agroécologie : un nouveau modèle pour l'industrie alimentaire	123
Mobilité : dans un pays prospère, même les riches prennent le tram	139
<b>4</b> Pour une justice de genre et une justice sociale	<b>155</b>
L'économie des soins, moteur caché de l'économie mondiale	157
L'économie sociale comme modèle pour le reste de l'économie	171
La pauvreté a une couleur	184
Épilogue	197

**INTRODUCTION**

## Le prix de l'inégalité

En 2023, les 1 % les plus riches de la planète possédaient collectivement 45,6 % des richesses mondiales. La moitié la plus pauvre de l'humanité subsistait quant à elle avec à peine 0,75 % de la richesse totale. À l'heure où j'écris ces lignes, les inégalités s'accroissent et la situation ne fait qu'empirer. Cette augmentation rapide des inégalités a un coût environnemental, social et humain considérable.

Il est devenu évident que notre modèle actuel a un prix écologique significatif. La concentration de CO<sub>2</sub> dans notre atmosphère est plus élevée que jamais – environ deux fois plus qu'avant l'ère industrielle – et les chiffres ne cessent d'augmenter. Si nous voulons limiter le réchauffement climatique à 1,5 °C, nous devons relever l'immense défi de sevrer complètement notre économie des combustibles fossiles d'ici 2050. Les grandes entreprises et le monde politique doutent de la réussite d'une telle intervention. « Des objectifs réalisables, à un coût abordable » : tel est leur nouveau mantra quand il s'agit du climat.

À l'instar des émissions de CO<sub>2</sub>, le taux de pauvreté augmente également à travers le monde. Le nombre de personnes dont les revenus sont inférieurs à cinq dollars par jour a augmenté de façon spectaculaire au cours des dernières décennies. Les anthropologues affirment qu'un minimum de 7,5 dollars par jour est nécessaire pour satisfaire aux besoins humains fondamentaux tels que l'alimentation et les soins de santé. La Belgique ne fait pas exception : entre 2003 et 2014, le risque de pauvreté dans notre pays oscillait autour de 15 %. En 2017 – en plein boom économique –, ce chiffre est passé à 16,4 %. Le plus haut niveau jamais mesuré ! Il ne nous reste plus qu'à attendre avec angoisse que les statistiques dévoilent l'impact de la crise énergétique et de l'inflation de ces dernières années... Les cris d'alarme des banques alimentaires n'augurent rien de bon ; aujourd'hui, ce sont parfois

des familles avec deux revenus qui viennent frapper à leur porte pour obtenir une aide alimentaire.

Notre système économique n'est pas neutre du point de vue du genre, et encore moins respectueux des individus. Les inégalités et la pauvreté touchent les femmes de manière disproportionnée : elles sont surreprésentées dans les taux de pauvreté et parmi les groupes aux revenus les plus faibles. Dans le monde, les filles et les femmes assument chaque jour en moyenne 12,5 milliards d'heures de travail de soins non rémunérées. Si elles recevaient un salaire minimum, elles gagneraient collectivement 10 800 milliards de dollars en un an. Le travail de soins non rémunéré est le moteur caché de l'économie mondiale. Toutefois, recevoir un salaire pour son travail n'est pas automatiquement synonyme de bonheur. Le décrochage professionnel devient monnaie courante chez les femmes comme chez les hommes. Parallèlement, dans notre pays, le groupe des malades de longue durée est plus important que celui des personnes à la recherche d'un emploi. En 2022, une étude de la KU Leuven a démontré que pas moins de 30 % des travailleurs et travailleuses belges s'exposent à un risque (élevé) de burn-out. Les choses vont beaucoup trop vite et la situation devient ingérable pour de nombreuses personnes, qui cherchent désespérément le bouton « pause ».

## De TINA à TAMARA

En bref, notre système actuel de production et de consommation craque de toutes parts.

Un grand nombre d'entre nous ressentent un sentiment de malaise ou d'inquiétude, qui s'accompagne souvent d'un sentiment d'impuissance. Le défi face auquel nous nous trouvons semble titanesque, une véritable ascension du mont Everest. Les personnes à la tête des entreprises et des banques, quant à elles, ne cessent de répéter que la situation n'est peut-être pas idéale, mais que, malheureusement, c'est comme ça : *There is no alternative* (TINA). Il n'y a pas d'alternative...

Ne devrions-nous pas redistribuer les richesses ? « TINA ! Les impôts sont déjà trop élevés ! Il faut plutôt réduire les dépenses. »

Ne devrions-nous pas organiser notre agriculture différemment ? « TINA ! Sans l'agro-industrie, impossible de nourrir la population mondiale ! »

Nos entreprises ne devraient-elles pas investir leurs bénéfices dans une transition verte ? « TINA ! Sans dividendes pour les actionnaires, c'est la fin de l'entrepreneuriat, et plus personne n'osera prendre de risques. »

Ne devrions-nous pas lutter contre les inégalités de genre en diminuant la durée de travail hebdomadaire ? « TINA ! Si nous travaillons moins, notre productivité risque de baisser et d'entraîner la décroissance de notre économie. »

Ne devrions-nous pas penser notre mobilité autrement, de manière plus collective et plus écologique ? « TINA ! La voiture individuelle est indispensable à l'heure actuelle ; les transports en commun ne mènent nulle part. »

Toute alternative est rejetée sans ménagement, considérée comme irréalisable ou trop onéreuse. Voire les deux ! Dans le meilleur des cas, une personne qui pense qu'il est possible de faire les choses autrement est taxée de naïveté ; au pire, on lui reproche d'être en dehors des réalités !

Depuis mon adolescence, j'ai eu l'occasion de vivre et de travailler sur différents continents. Je me suis d'abord rendue en Amérique latine, puis je suis retournée en Europe. Je suis ensuite allée aux États-Unis en passant par l'Afrique, pour finalement revenir en Europe. Dans le premier chapitre de ce livre, je vous raconte les différentes étapes de ce long voyage et tout ce qu'il m'a apporté. Mais ce qui m'a le plus marquée, ce sont toutes les choses que j'ai vues et apprises dans tous ces endroits. J'ai découvert la beauté d'autres cultures et d'autres sociétés, mais j'ai aussi été témoin de pratiques qu'il fallait absolument ne pas reproduire. J'ai vécu au Brésil, au Congo, au Kenya et à New York. Si je fus un jour naïve, j'ai arrêté de l'être lorsque ma maison à Kinshasa s'est retrouvée au milieu d'une fusillade entre les troupes de Joseph

Kabila et celles de Jean-Pierre Bemba. Ou lorsque j'ai vu des connaissances à New York perdre leur emploi et leur assurance maladie dans la foulée, vivant alors dans la peur de tomber malades (et dans la pauvreté).

Je ne suis plus naïve. Je ne vis pas en dehors des réalités. Pourtant, j'ai l'intime conviction qu'il est possible de faire les choses différemment. Je refuse de croire plus longtemps qu'il n'y a « pas d'alternative ». Pour écrire ce livre, j'ai eu de longues conversations avec des visionnaires et des personnalités belges du monde scientifique et de l'entreprise. Je l'ai constaté à maintes reprises : il existe bel et bien des alternatives. Elles sont même nombreuses ! Et ces alternatives font déjà leurs preuves à l'heure actuelle.

Nous pouvons donc sereinement remplacer TINA par TAMARA : *There are many alternatives, ready and available!*<sup>1</sup>

## Le point de basculement

La société dans laquelle nous vivons n'est pas condamnée à une forme particulière d'organisation. Notre système de production et de consommation est le fruit d'une série de choix collectifs et individuels. Or, la société qui a créé ce système peut tout aussi bien le modifier. Nous pouvons choisir de faire les choses différemment. Nous pouvons choisir de creuser le fossé entre les riches et les pauvres ou de le combler. Nous pouvons choisir de stopper la progression du réchauffement climatique ou de l'accélérer davantage. Nous pouvons choisir de réduire les inégalités entre les hommes et les femmes ou de les renforcer.

Les choix que nous faisons aujourd'hui peuvent faire basculer notre société dans deux directions différentes. Dans ce livre, je plaide en faveur d'un basculement vers la justice économique, la justice climatique et la justice sociale. Aujourd'hui déjà, chez nous, en Belgique, l'impact des inégalités et du changement climatique se fait ressentir, mais les pays du Sud global et les générations suivantes paieront un prix bien plus lourd encore. Nous devons

<sup>1</sup> En français : « Il existe de nombreuses alternatives, prêtes à l'emploi et accessibles ! »

donc opérer une transition rapide d'un système qui se concentre aveuglément sur la croissance de notre produit intérieur brut vers un système qui place la solidarité, le climat et la justice au premier plan ; vers une économie qui crée une valeur ajoutée durable et la répartit équitablement. Avec pour objectif que chaque être humain puisse vivre dans la dignité, dans les limites écologiques de notre planète.

« Comment organiser cette transition ? » C'est une question que j'entends sans cesse. Les problèmes sont connus, mais quelles sont les solutions ? La théorie du donut de l'économiste britannique Kate Raworth fut une véritable révélation pour moi. Le modèle économique du donut s'inscrit dans des limites sociales et environnementales. Selon Kate Raworth, il est possible d'atteindre le progrès social sans détruire la planète. À mes yeux, le modèle économique du donut offre une base solide pour aborder divers problèmes sociétaux pressants. Des défis qui semblent souvent insurmontables en raison de désaccords (entre les partis) politiques ou de préjugés tenaces, mais que nous pouvons aborder et éradiquer avec une bonne dose d'imagination et de détermination.

Dans ce livre, je partage à la fois ma propre expérience et celle de l'organisation d'aide humanitaire internationale qu'est Oxfam. Cependant, la vraie source d'inspiration de ce livre provient des récits de quelques personnalités belges, engagées dans les sciences, la recherche, l'innovation, ou issues du milieu entrepreneurial en Flandre, à Bruxelles et en Wallonie. J'ai regroupé ces témoignages en trois chapitres – justice économique, justice climatique, et justice sociale et de genre –, qui s'articulent autour de dix thèmes non exhaustifs. J'ai sélectionné les thématiques en fonction de leur pertinence pour embrasser l'économie du donut en Belgique.

J'appelle également les lecteurs et lectrices à compléter les différents sujets évoqués dans ce livre avec leurs propres expériences : les principes de la théorie du donut peuvent et doivent être appliqués à d'autres questions sociétales. Mettons en commun notre créativité et nos idées pour faire bouger les choses.

Je tiens à souligner une chose de manière explicite. Chaque thème ou chaque exemple présenté démontre que des alternatives existent, qu'elles sont réalisables et financièrement abordables. En faisant preuve d'une bonne dose de volontarisme, nous pouvons mettre ces « recettes » en pratique, basculer vers le modèle économique du donut et trouver ensemble un moyen de sortir du chaos.

## Le modèle économique du donut

Ce basculement marque un nouveau paradigme, qui envisage la croissance différemment. Kate Raworth, l'inventrice de la théorie du donut, n'est pas opposée à la croissance économique telle que nous la concevons aujourd'hui. Elle est plutôt agnostique : la croissance n'est pas une fin en soi, mais un moyen de parvenir à une société plus égalitaire, dans laquelle les gens se sentent bien et mènent une vie heureuse, sans mettre davantage la planète sous pression. Cela implique de rompre avec les paramètres purement économiques et financiers que nous utilisons pour définir la « croissance ». La croissance doit s'opérer entre une limite inférieure sociale et une limite supérieure écologique. Si l'on veut s'assurer qu'un nombre suffisant de personnes au sein de la société récoltent les bénéfices de la richesse qu'elles ont contribué à créer, il faut également inclure des paramètres tels que le bien-être et la qualité de vie. Il ne s'agit pas d'un délire hippie. La Nouvelle-Zélande et l'Écosse ont d'ores et déjà cessé de se focaliser sur leur croissance macroéconomique et leur produit intérieur brut pour également inclure un indice de bien-être dans le calcul de leur budget. Des villes comme Amsterdam et, plus près de nous, Bruxelles commencent également à s'intéresser à ce modèle économique.

## Pour une justice économique

Selon la théorie du donut, notre activité économique devrait naviguer habilement entre les exigences sociales fondamentales et les limites environnementales, dans le respect des personnes et de la planète. Mais une telle économie

de marché « éthique » est-elle réalisable ? La réponse est oui ! Et je peux vous présenter des arguments provenant de trois domaines économiques majeurs : la fiscalité, la responsabilité de la chaîne d'approvisionnement et l'entrepreneuriat coopératif.

La justice fiscale est un sujet important pour Oxfam. Chaque année, à l'occasion du Forum économique mondial de Davos (la « fosse aux lions »), nous publions un rapport sur les inégalités économiques mondiales. Et chaque année, nous répétons le même plaidoyer : le remède à l'augmentation rapide des inégalités réside dans une fiscalité équitable. D'autres voix partagent ce discours. L'économiste Paul De Grauwe a calculé les conséquences que pourrait avoir un impôt progressif sur la fortune en Belgique. Une telle taxe progressive de maximum 5 % pour les 1 % des Belges les plus riches (qui détiennent 25 % du patrimoine total en Belgique) pourrait rapporter jusqu'à 20 milliards d'euros. De l'argent que nous pourrions injecter dans la transition climatique ou la lutte contre la pauvreté. Dans le chapitre correspondant, j'explore une série d'options fiscales susceptibles de freiner l'augmentation des inégalités en Belgique.

Avec le slogan « *Trade, not aid!* », le commerce équitable est devenu une arme dans la lutte contre l'injustice économique dès les années 1970. Les magasins du monde d'Oxfam ont été les pionniers de ce mouvement. Aujourd'hui, la responsabilité de la chaîne d'approvisionnement et le devoir de vigilance des entreprises sont au cœur des discours en faveur de conditions de travail dignes. Et les parties prenantes du commerce équitable ne sont plus les seules à se pencher sur ces problématiques. La législation sur le devoir de vigilance entend s'attaquer à la « course vers le bas » engendrée par la délocalisation et l'externalisation. Ainsi, fin 2023, l'Union européenne a adopté la directive sur la publication d'informations en matière de durabilité par les entreprises, qui établit un lien entre les normes sociales et environnementales. Je me suis entretenue avec Lara Wolters, qui est à l'origine de cette directive en tant que rapporteuse au Parlement européen, et j'ai échangé avec une nouvelle génération d'entrepreneurs et entrepreneuses belges qui mettent tous les jours en pratique cette vision éthique des affaires.

Enfin, une pratique ancestrale, mais plus actuelle que jamais... J'ai nommé : l'entrepreneuriat coopératif ! L'action collective par le biais d'une entreprise commune s'appuie sur les principes de la copropriété et de la participation des membres. Les coopératives font souvent office de canari dans la mine de charbon : un groupe de personnes s'associent pour proposer un produit ou un service que ni le marché ni les autorités n'offrent de manière abordable, accessible et qualitative. La Belgique compte plus de 25 000 coopératives, qui représentent ensemble environ 5 % du PIB. Le modèle coopératif est-il le modèle économique de l'avenir ? Et de quoi avons-nous besoin pour le déployer à plus grande échelle ? J'ai posé ces questions à la professeure docteure Tine De Moor (Rotterdam Management School) et à la coopérative énergétique wallonne CLEF – les énergies du futur, qui construit des éoliennes et fournit à ses milliers de coopérateurs et coopératrices une énergie verte et abordable depuis 2008.

## Pour une justice sociale

Outre la limite supérieure écologique, le modèle économique du donut veille également à ne pas passer sous la limite inférieure sociale. Tout travail doit être digne, convenablement rémunéré, et procurer un minimum de protection sociale. Bien que la Belgique obtienne de bons résultats sur ce dernier point par rapport au reste du monde, elle pourrait encore faire mieux.

Partout dans le monde, et la Belgique ne fait pas exception, ce sont principalement les femmes (et les filles) qui assument le travail de soins – des tâches invisibles qui font pourtant tourner l'économie et la société, et pour lesquelles elles ne sont pas rémunérées ou sont sous-payées. Les femmes sont confrontées au choix d'assumer ces responsabilités de soins en plus de leur travail ou de risquer d'être exclues du marché de l'emploi. Ilse De Vooght travaille pour Femma, un réseau belge d'associations de femmes. Elle met ce dilemme en exergue et donne des pistes afin de partager plus équitablement le fardeau que représente ce travail de soins chez nous.

Notre économie du « prêt à jeter » dévalorise beaucoup trop vite les marchandises, tout comme notre marché du travail dévalorise beaucoup trop vite les personnes. L'économie sociale offre une alternative, visant un entrepreneuriat qui opère dans le respect des personnes et de la planète et prouvant dans la foulée que cette approche commerciale peut aussi être synonyme de rentabilité et de succès. Eva Verraes est à la tête de HERW!N, un collectif flamand d'entreprises sociales qui emploient 10 000 personnes. Dans un marché du travail tendu et face à une épidémie de burn-out, elle préconise de doubler l'économie sociale de notre pays : de 50 000 à au moins 100 000 emplois.

Enfin, il y a un point sensible que je me dois d'évoquer : la pauvreté et l'exclusion sociale ont une couleur en Belgique. Ou plutôt : plusieurs couleurs. Les personnes issues de l'immigration sont fortement surreprésentées dans les statistiques sur la pauvreté. La dernière enquête remonte à plus de dix ans et, en l'absence de chiffres, une politique ciblée fait défaut. L'exclusion fondée sur la classe socio-économique et l'exclusion basée sur l'identité sont les deux côtés d'une même médaille et doivent faire l'objet d'un seul et même combat. J'ai pu m'en rendre compte en rendant visite à l'association voisine d'Oxfam à Molenbeek. L'ASBL Le Piment se concentre sur la formation continue et l'intégration socioprofessionnelle au sein d'un quartier particulièrement vulnérable.

**MON HISTOIRE**

On me demande souvent de parler de mon parcours. Il m'arrive alors de citer spontanément John Lennon : « *Life is what happens while you're busy making other plans* ». La vie, c'est ce qui arrive alors que vous êtes en train de prévoir autre chose... Avec leurs aspirations élevées, les vingtenaires trouvent cette réponse décevante. Permettez-moi donc d'entrer un peu dans les détails.

Après mes études secondaires, j'ai participé à un programme d'échange international, l'American Field Service. J'ai refait ma sixième année au Brésil. Pas à Rio de Janeiro ou à São Paulo, mais dans une petite ville du nord-est. C'était avant le boom économique brésilien. Là où je vivais et allais à l'école, on cultivait le cacao de manière traditionnelle. Puis les prix ont chuté, plongeant une région autrefois extrêmement riche dans un déclin social et économique.

Au Brésil, quand j'interrogeais les gens de mon âge quant à leur avenir, on me répondait quelque chose du style : « Je veux devenir dentiste », ou tout autre métier lucratif. Gagner beaucoup d'argent était tout ce qui semblait compter. La jeune fille rêveuse de dix-huit ans que j'étais à l'époque trouvait cela terriblement superficiel. Moi, je voulais étudier l'histoire ou la littérature. Les jeunes de là-bas me considéraient bizarrement : « Comment tu vas faire pour gagner ta vie avec un diplôme d'histoire ? »

Pour moi, aller à l'université était une évidence. Mais au Brésil, il n'en était rien. Les frais d'inscription étaient très élevés, les places limitées et la concurrence féroce. En raison de la chaleur, l'école commençait tôt et se terminait peu après midi. Bon nombre de mes camarades de classe prenaient des cours particuliers l'après-midi pour se préparer aux examens d'entrée à l'université. Seul un cercle restreint les réussissait ; la plupart devaient mettre leurs rêves de côté. Une fois de retour à la maison, j'ai pris le train pour Bruxelles, j'ai rempli quelques papiers, j'ai payé 500 euros et hop, j'étais inscrite à l'université. Le contraste avec le Brésil ne pouvait être plus grand.

Je ne m'en suis pas tout de suite rendu compte, mais mon année d'échange dans cette ville brésilienne a eu une influence énorme sur moi. Disons les choses franchement : j'étais une petite bourgeoise de Louvain. Ma mère était une femme au foyer attentionnée, mon père était professeur à l'université. Nous étions une famille typique de la classe moyenne. J'avais des amis et des amies qui venaient de familles plutôt « hippies », mais ce n'était pas mon cas. Lorsque j'étais adolescente, je travaillais dans un magasin du monde et il m'arrivait d'aller manifester à l'occasion. Mon père m'accompagnait souvent, voulant surtout garder un œil sur sa fille.

Vivre un an à l'étranger, dans une culture totalement différente, transforme indéniablement votre façon de voir les choses. J'ai pris conscience de mes privilèges. Le Brésil n'est pas l'exception, nous sommes l'exception. Je trouve qu'à dix-huit ans, tout le monde devrait sortir de sa bulle pendant au moins un an. Ce serait comme une sorte de devoir civique. Et il ne faudrait pas obligatoirement partir loin, à l'étranger. À quelques pas de chez soi, on peut tout aussi bien se retrouver dans un tout autre univers – tant que cela nous offre une nouvelle perspective.

Mon expérience au Brésil m'avait rendue beaucoup plus sensible à l'injustice et aux inégalités, mais mes camarades de l'université à Bruxelles – où j'avais commencé à étudier l'histoire – avaient une attitude encore plus radicale, lisant *Le Capital* de Marx dans les toilettes de leur kot et discutant des grands problèmes du monde à longueur de journée tout en fumant des cigarettes roulées. Parfois, tout cela m'oppressait un peu. Je n'ai d'ailleurs jamais terminé *Le Capital*...

## Les anges de la liberté et de la démocratie

J'ai grandi après la chute du mur de Berlin – un événement historique avec une énorme valeur symbolique, qui représentait la défaite du communisme et la victoire de la démocratie. Dans les années 1990, nous avons la conviction que le monde entier allait désormais adhérer à nos valeurs. L'Europe exporterait son modèle de liberté, de démocratie et de prospérité dans le

monde entier, comme l'avaient fait les États-Unis après la Seconde Guerre mondiale.

C'est dans cette optique que l'Union européenne a créé un programme d'études international portant le nom pompeux de *Master in Democratization and Human Rights*. Ce master en démocratisation et en droits humains a suscité mon intérêt, notamment parce que, comme beaucoup de jeunes de mon âge, je n'avais pas envie de travailler directement après mes études. La chute du Mur avait renforcé les relations entre les pays ; l'UE voulait préparer une nouvelle génération à peupler les nouvelles institutions internationales. J'ai obtenu une bourse pour rejoindre le programme. Nous avons suivi des cours à Venise et visité Sarajevo, qui était en ruine après la guerre en ex-Yougoslavie. Nous nous sentions comme des anges qui allaient répandre la démocratie et les droits humains dans un monde sans frontières.

Puis deux avions ont percuté les tours du World Trade Center à New York. Un jour, nous avions le monde à nos pieds, le lendemain, ce monde était en feu. Plus personne ne s'attendait à ce que les enfants de l'Europe répandent la paix et la liberté dans le monde.

J'aurais pu aller travailler dans une banque, comme beaucoup l'ont fait suite aux répercussions économiques du 11 septembre. Mais j'aurais eu l'impression de capituler. Heureusement, le marché du travail belge regorge de statuts obscurs, comme celui de « coopérant jeune demandeur d'emploi » – demandeuse, en l'occurrence. Si vous parveniez à convaincre une ONG de vous envoyer à l'étranger en tant que stagiaire, vous receviez des allocations d'attente. Broederlijk Delen, une ONG belge spécialisée dans l'aide au développement, s'est montrée disposée à me payer un billet aller-retour pour Lubumbashi, au Congo.

Des allocations d'attente d'un peu moins de 400 euros étaient une bagatelle pour vivre en tant qu'expat au Congo – un style de vie qui ne me convenait guère. Mais c'était plus qu'assez pour louer une chambre auprès d'une famille aisée de la classe moyenne congolaise. Ce qui, à Lubumbashi, signifiait que l'on n'avait pas l'eau courante et que l'on devait pomper l'eau du puits.

Je me souviens avoir pleuré lorsque, quelques mois plus tard, j'ai pu prendre une vraie douche dans la maison d'une expatriée avec qui je m'étais liée d'amitié.

Je voulais connaître le vrai Congo, un pays d'une beauté magistrale. Mais c'était plus facile à dire qu'à faire. Les distances immenses et l'état déplorable des routes obligeaient à recourir aux vols intérieurs. Or, il n'y avait pratiquement pas de vols commerciaux. Heureusement, il était possible de voyager dans les avions des Nations unies. Premier inconvénient : le personnel de l'ONU était prioritaire, et il fallait parfois attendre des semaines avant qu'une place se libère. Deuxième inconvénient : il s'agissait souvent d'appareils de petite taille et en mauvais état. J'ai perdu plusieurs proches dans des accidents d'avion à l'époque et j'ai, depuis lors, développé une peur bleue de l'avion. Ce qui n'est pas très pratique quand on travaille pour une ONG internationale et qu'on doit voyager à l'autre bout du monde pour le travail !

## Entre les balles

Après mon stage au Congo, je suis revenue en Belgique et j'ai travaillé pour le Consortium 12-12 pendant quelques mois, à l'époque où le tsunami en Asie du Sud-Est venait d'avoir lieu. Mais l'envie de repartir en Afrique s'est fait sentir. J'ai envoyé ma candidature pour un poste de responsable de plaidoyer politique à Kinshasa pour la branche britannique d'Oxfam. À ma grande surprise, j'ai été prise.

J'ai vite compris pourquoi on avait confié ce poste à une jeune femme de 25 ans sans grande expérience. La raison était très simple et tenait en deux mots : ma naïveté... Le Congo était ravagé par la violence. Après les élections, de graves émeutes ont éclaté entre les troupes des deux principaux candidats à la présidence, Joseph Kabila et Jean-Pierre Bemba. Ma maison se trouvait en plein milieu de leurs quartiers généraux. Les balles fusaient des deux côtés. Après plusieurs jours, un cessez-le-feu a été conclu et un ami qui travaillait à l'ambassade de Belgique a pu venir me chercher.